

L'école Roudil : premiers essais pour une « mise en valeur agricole raisonnée » des colonies

La mise en valeur agricole des colonies et possessions françaises d'Outre-mer suscite des initiatives dès le milieu du XIXe siècle.

Dès 1851 le département de la Seine avait envoyé une centaine de pupilles de l'Assistance publique parisienne et une centaine d'enfants de familles pauvres dans une colonie agricole à Bouffarik (Algérie) pour qu'ils s'y forment et s'établissent sur place. Ce projet avait échoué faute d'encadrement adapté, les enfants n'y ayant acquis aucune formation et ne pouvant se placer que comme ouvriers agricoles, en ayant, de plus, perdu les racines qu'ils avaient commencé à se créer dans leur famille nourricière en France. L'expérience avait duré moins de dix ans.

En 1863, 40 jeunes filles volontaires sont envoyées en Nouvelle-Calédonie (française depuis dix ans) pour y fonder des familles, avec succès pour la plupart.

Un nouvel essai d'école professionnelle agricole est lancé en Algérie, à Ben Chicao (près de Médéa) dans des bâtiments offerts par l'abbé Roudil. Un premier contingent de 6 enfants arrive en décembre 1889 et fin 1891 il y a 42 élèves, 60 l'année suivante. Trois élèves provenant de l'Ecole de Villepreux en font partie : Albert Aveline, Gaston Capiez et Henri Penot-Vreck. D'autres, visiblement, auraient dû partir avec eux, mais ne se sont pas décidés. Ils y partent ensemble en mars 1892 et, comme nous allons le voir, ils n'y passent qu'un an, aucun n'y reste.

Une école et un village furent construits, destinés à l'établissement des « promus » qui s'y installèrent en 1894. Mais trois ans plus tard, l'effectif fut réduit à 12, les colons dépossédés de leur village et les élèves sortants ramenés en France.¹ En 1908 il n'y avait plus que 3 élèves et sur 196 enfants passés par l'école seuls 11 « avaient à peu près répondu par la suite aux buts fixés par les fondateurs ». ²

Un nouvel essai sera fait en 1909, avec à partir de 1910 un effectif de 12 élèves et une scolarité de 3 ans. Mais la mise en œuvre sera laborieuse (problèmes de recrutement et d'encadrement pédagogique) et l'école sera fermée en 1914 pour cause de mobilisation, ne permettant pas de former une seconde promotion.

L'école sera abandonnée définitivement en 1932.

Gaston Jules CAPIEZ

Né le 25 avril 1879, il est abandonné à la naissance par sa mère Aglaé, mécanicienne, originaire de Cambrai, qui a déjà un autre enfant et pas les ressources suffisantes pour en élever deux.

Il est envoyé dans l'agence de Dol-de-Bretagne, à Fougères. Après deux placements à la pension, il est admis à l'école d'horticulture de Villepreux en novembre 1891, d'où il est envoyé à l'école Roudil le 14 mars 1892.

« Trop petit » (il a à peine 13 ans), il n'y trouve pas sa place car « il est trop jeune pour pouvoir y rendre service ». Il est renvoyé en France, dans l'agence d'Autun le 25 juin 1893, où il va enchaîner les placements jusqu' en 1898. Il s'engage ensuite dans l'armée, à Blida (Algérie).

¹ Albert Dupoux, *Sur les pas de Monsieur Vincent, Trois cents ans d'histoire parisienne de l'enfance abandonnée*, Revue de l'Assistance publique à Paris, 1958, p. 257-259

² Rapport d'inspection 1913

Henri PENOT-VRECK, Enfant Hospitalier³ n°121

Né le 21 août 1875, il est abandonné sous le nom de Penot par sa mère Flore Vreck (épouse Penot) qui disparaît après 15 mois de nourrice (elle a déjà deux filles à charge et abandonnera une autre petite fille Julie), mais le « père » (déporté comme communard) est absent depuis 1871 et fera, à son retour en 1878, une démarche en désaveu de paternité, validée par un jugement du 30 janvier 1879.

Entretiens Henri a été placé dans l'agence de Saint-Calais le 26 mars 1877.

Le 20 novembre 1891 il est envoyé à Villepreux, qu'il quitte le 15 mars 1892 pour aller à l'école Roudil de Ben Chicao.

Dans ses lettres il explique qu'il a des points de côté dans la montagne, et qu'on le cantonne en cuisine.

Un rapport d'inspection note qu'il a des attaques d'hystérie et qu'il en aurait eu déjà en France et conclut qu'il « est regrettable qu'on l'ait envoyé à l'école Roudil où il n'est pas appelé à rester », même si « c'est, toutefois, un bon petit garçon qui fait preuve de beaucoup de bonne volonté ».

Le 23 juin 1893 il est renvoyé en France et réintégré dans l'agence de Saint-Calais.

Il se marie le 23 novembre 1899 dans la Sarthe, puis le 25 juin 1923 toujours dans la Sarthe.

Albert AVELINE, Enfant Assisté 84 343

Albert Aveline est né le 12 février 1878 à Gentilly, fils légitime de François Gustave Aveline et de Sophie Mélanie Leys, blanchisseuse, originaire du Nord. Les parents sont parisiens depuis une quarantaine d'années. Il est baptisé à l'âge de 10 mois à Gentilly.

Sa mère décède à 43 ans, en 1882, lorsqu'il a quatre ans. Le père âgé (66 ans), sans ressources (chanteur ambulant) et infirme (presque aveugle) doit se faire admettre, le 13 mars 1887, dans un dépôt de mendicité (Maison de répression de Saint-Denis), où il décède le 18 mai 1887. Le couple a eu deux autres enfants qui ont 18 et 36 ans en 1887 et avec qui ils n'avaient plus de relations.

Albert Aveline est donc abandonné à l'âge de neuf ans et immatriculé le 25 mars 1887, puis placé dans l'agence de Rennes, commune de Feins, Montreuil-sur-Ille. Il y est gagé chez un agriculteur pour garder les vaches. Il y reste jusqu'à son envoi à l'école d'horticulture de Villepreux en décembre 1891.

Il est ensuite admis à l'École Roudil, avec ses deux camarades, le 14 mars 1892 (bon caractère, bonne conduite, bonne moralité, mais manque d'instruction). Il ne se plaît pas en Algérie et est renvoyé, d'abord, le 29 juin 1893, dans l'agence d'Autun, où il n'arrive pas à se placer, puis dans celle de Rennes en convalescence le 28 août 1893 (où le directeur de l'agence exprime une opinion très positive à son égard), d'où il retourne à l'école de Villepreux, jusqu'au 9 mars 1896. Il est soigné pour la scarlatine à Cochon en 1895.

³ Catégorie particulière de pupilles de l'Assistance publique

Après l'examen de sortie de l'école de Villepreux, il est placé jusqu'au 24 septembre 1896 à Louveciennes (garçon jardinier chez Monsieur Meunier) où il se plaint de ses patrons et ses patrons de lui, puis à Neauphle-le-Château, d'où il est renvoyé comme paresseux au bout d'un mois. Poussé par le directeur Léon Guillaume, il s'engage volontaire au 67^e régiment de ligne à Soissons le 16 décembre 1896.



Il envoie régulièrement des nouvelles à M. Guillaume, en s'excusant de sa conduite et en lui demandant de garder sa malle avec ses affaires, notamment son diplôme, pendant ses quatre ans de service. Il se plaint de ne pas pouvoir faire d'économies et essaie de se placer comme jardinier au sein du régiment. Il rêve de partir en permission et d'aller voir son ancien directeur. Il lui envoie même le compte rendu détaillé des grandes manœuvres de son régiment.



Grâce à l'insistance de la Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative, il parvient à toucher un reliquat de caisse d'épargne en janvier 1901 (récompenses reçues à Ben-Chicao et à Villepreux). Il est alors « dans les mers de Chine », d'après cette association.

